

Input for Cluster 7: Means of Implementation / Global Partnership

Means of implementation are a critical issue for ensuring the effectiveness of the SDGs we are discussing. We recognize that the approach chosen for MDG 8 was too narrow to give momentum to the implementation of other goals.

Implementing one single universal Post-2015 agenda that is broader in scope requires to re-think traditional approaches to means of implementation in order for us to meet the huge challenges we face. A business-as-usual-approaches would be insufficient to implement a truly transformative agenda.

As our thematic session has underlined, since 2000, the range of sustainable development stakeholders, both public and private, has also diversified. They interact much more than previously through innovative partnerships and the new ICT. Business, foundations, NGOs, local actors and authorities, academia are indispensable for implementation of the future agenda. The array of means of implementation has also widened thanks to innovation, new technologies, and fruitful partnerships.

Therefore, we strongly call for a new Global Partnership, truly inclusive and effective, in order to tackle our immense challenges ahead. A paradigm shift is necessary to move beyond the mere north-south or donor-recipient thinking to make the most of the potential of multi-stakeholders cooperation.

We want to recall the absolute necessity to give priority to the poorest and most vulnerable populations, especially the ones living in LDCs, LLDCs, SIDS, fragile and conflict affected states.

As other delegations recalled, we do not see any rationale and added value to expand the CBDR principle beyond its scope as set out in the wording of Rio Principle 7.

We think that the only way to live up to the expectations of the world and the current and coming generations only if we build **a new global partnership based on stronger solidarity, shared responsibility, mutual accountability.**

We think that we will not be in the position to finalise the whole Mol package in our reports in July. As the co-chairs have stressed, the financial aspects of the means of implementation are being dealt with by ICESDF and we are looking forward its report in September.

Also in the OWG context, we would like to recall that that we support a broad approach to financing, in line with the Doha Declaration on financing for development and a Monterrey Plus vision, including, among other, domestic resource mobilization, ODA, innovative financing, private funds, and inclusive and responsible finance. Financing sources need to be used efficiently, strategically and in a manner that maximises impact. Of course, ODA only accounts for a small percentage of the total capital inflows to developing countries, **it plays and will continue to play an important role, especially with regards to the LDCs for instance, or given their potential to leverage other non public financial flows.**

Financing is an undoubtedly important Mol but at the same time there are other **non-financial means** and approaches, such as **capacity building, rule of law, transparency, accountability, disclosure and reporting...**, which are critical to make this transition towards sustainable development happen and achievable. **Changing policies, choosing the right priorities and effective incentives, as well as supporting fruitful partnerships will be key to support changing lifestyles, to give guidance to the private sector and to transform our economies.**

In order to ensure to ensure that the agenda is implemented, we will also need to develop a robust monitoring mechanism and accountability framework, with a strong role for the High-Level Political Forum.

We would like to suggest the following targets relevant in the context of means of implementation - some of them were already mentioned in the previous days :

- promoting an open, rules-based and development friendly **multilateral trade system**, while implementing the WTO 2013 Bali meeting, reducing trade distortions and increasing LDC's share in global trade;
- ensuring a **regulated, stable and efficient global financial system**,
- **Guarantying the rule of law and transparent, effective and accountable institutions**;
- **Ensuring policy coherence** for sustainable development;
- **encouraging responsible, stable, long-term private foreign investment and inclusive finance**,
- **curbing illicit financial flows and eliminating tax havens**,
- ensuring **safe and regular migration** while facilitating **migrants' contribution** to development by reducing the costs of remittances and mitigating brain drain;and making effective use of all potentials of migration for the countries of origine;
- **ensuring access to science, technology, innovation and ensuring access to sustainable development data.**

Version française

La définition des moyens de mise en œuvre des objectifs de développement durable est essentielle pour assurer leur impact. Nous reconnaissons, à cet égard, que l'approche choisie pour l'ODD 8 était trop restrictive pour donner l'impulsion nécessaire à l'atteinte des autres objectifs.

Pour répondre aux immenses défis auxquels nous sommes confrontés et assurer l'accomplissement d'un agenda du développement durable universel et intégré, avec une portée plus large que les ODD, il nous semble indispensable de repenser notre approche des moyens de mise en œuvre. **Une vision classique serait insuffisante pour mettre en œuvre un agenda véritablement transformatif.**

Comme cela a été souligné lors de session thématique dédiée, depuis 2000, les acteurs publics et privés du développement durable se sont considérablement diversifié et interagissent beaucoup plus que par le passé grâce à des partenariats innovants et les nouvelles technologies de communication et d'information. L'association des entreprises, des fondations, des ONG, des acteurs et autorités locales, des universités est indispensable à la mise en œuvre du futur agenda. La gamme des moyens de mise en œuvre a également élargi grâce à l'innovation, aux nouvelles technologies, et à de fructueux partenariats.

Nous soutenons donc la définition d'un nouveau partenariat global, beaucoup plus inclusive et efficace, afin de répondre aux immenses défis des prochaines décennies. Un changement de paradigme est nécessaire : nous devons aller au-delà du simple clivage nord-sud ou donateur-réципиendaire de exploiter pleinement le potentiel d'une coopération multi-acteurs.

Il est impératif que ce partenariat global continue de donner la priorité aux populations les plus pauvres et les plus vulnérables en particulier à celles qui vivent dans les PMA, les PEED, les PEID, les États fragiles et touchés par un conflit .

Comme d'autres délégations l'ont souligné, nous ne voyons aucune raison et valeur ajoutée à étendre le champ du principe des responsabilités communes mais différenciées au-delà de sa définition donnée dans la Déclaration de Rio.

Nous sommes convaincus que nous ne pourrons pas répondre aux besoins des générations actuelles et futures que **si nous construisons un nouveau partenariat global, fondé sur une plus forte solidarité, un partage des responsabilités et une responsabilité mutuelle.**

Cela dit, nous ne pouvons pas, comme vous le savez, traiter intégralement des moyens de mise en oeuvre dans le rapport que notre groupe doit finaliser d'ici juillet. Comme l'ont régulièrement souligné les coprésidents, les aspects financiers des moyens de mise en oeuvre sont traités par le comité sur le financement du développement durable, dont nous attendons le rapport pour septembre.

Dans le contexte de ce groupe de travail, nous souhaitons simplement rappeler que nous soutenons une approche globale de financement, en ligne avec la Déclaration de Doha sur le financement du développement et une vision « Monterrey Plus », qui intègre, entre autres, la mobilisation des ressources domestiques, l'APD, les financements innovants, les fonds privés, ou encore la finance inclusive et responsable. Bien sûr, même si elle ne représente en moyenne qu'1% des flux financiers total vers les pays en développement, l'APD joue et continuera à jouer un rôle essentiel, comme apport clé pour les PMA et comme catalyseur d'autres flux financiers.

Cela dit, les moyens de mise en oeuvre non financiers sont tout aussi essentiels pour mener cette transition vers un développement durable. Le renforcement des capacités, la garantie de l'Etat de droit et la transparence, l'adoption de politiques et de priorités adéquates, de mécanismes incitatifs efficaces et le soutien de partenariats fructueux seront indispensable pour donner une orientation claire au secteur privé, transformer nos économies et changer nos modes de vie.

Nous aimerions suggérer les cibles suivantes que nous jugeons pertinentes comme moyen de mise en œuvre - certaines d'entre elles ayant déjà mentionnées ces derniers jours :

- **Promouvoir d'un système commercial multilatéral ouvert, fondé sur des règles et favorable au développement, notamment en mettant en oeuvre les conclusions de la réunion de l'OMC à Bali l'année dernière, en réduisant les distorsions commerciales et en augmentant de la poids des PMA dans le commerce mondial ;**
- **Assurer un système financier globale régulé, stable et efficace;**
- **Garantir l'Etat de droit et des institutions transparentes, efficaces et responsables ;**
- **Assurer la cohérence des politiques pour le développement durable ;**
- **Encourager des investissements privés étrangers responsables, stables et de long terme ainsi qu'une finance inclusive et responsables;**
- **Diminuer les flux financiers illicites et supprimer les paradis fiscaux ,**
- **Garantir une migration sûre et régulière tout en facilitant la contribution des migrants au développement durable, notamment en réduisant les coûts de transferts de fonds et en luttant contre la fuite des cerveaux;**
- **assurer l'accès à la science, à la technologie, à l'innovation ainsi qu'aux données sur le développement durable.**